

**\* 1809 \***

**LA GUERRE ENTRE  
LA FRANCE ET L'AUTRICHE**



***ORIGINES ET PRÉMIÈRES***  
***(1789 - 1808)***



© Thierry LOUCHET, 2021

**\* 1809 \***

**LA GUERRE ENTRE  
LA FRANCE ET L'AUTRICHE**

**ORIGINES ET PRÉMICES  
(1789 - 1808)**

**SOMMAIRE**

<b>Sommaire :</b> .....	<b>p. I</b>
<b>Chapitre I : Les origines de la Guerre de 1809</b> .....	<b>p. 1</b>
- Introduction.....	p. 1
- 1792 - 1805 : Les défaites de l'Autriche.....	p. 2
- Carte de l'Italie : 1797 - 1815.....	p. 4
- 1797 - 1806 : L'éviction de l'Autriche hors d'Italie.....	p. 4
- 1803 - 1806 : La fin du <i>Saint-Empire romain germanique</i> .....	p. 6
- Carte et tableau de la <i>Confédération du Rhin</i> en 1808.....	p. 8
- 1806 - 1807 : L'impuissance de l'Autriche.....	p. 9
<b>Chapitre II : Les prémices de la Guerre de 1809</b> .....	<b>p. 14</b>
- Carte de l'Europe en 1807, après le traité de Tilsit.....	p. 14
- Introduction.....	p. 14
- Automne 1807 - Printemps 1808 : Les affaires du Portugal et de l'Espagne.....	p. 16
- Été 1808 : L'attitude équivoque de l'Autriche.....	p. 18
L'ulcère ibérique.....	p. 19
- Automne 1808 : L'entrevue d'Erfurt.....	p. 21
Napoléon en Espagne.....	p. 25
- Hiver 1808 : L'Autriche veut la guerre.....	p. 26
<b>Bibliographie sélective</b> .....	<b>p. 27</b>

Je remercie :

*Diégo Mané qui héberge mes publications sur son site ' Planète Napoléon ' et qui me prodigue ses précieux conseils,*

*Anne, ma femme, pour son aide dans les recherches de documents iconographiques et pour sa contribution à la création des maquettes de couverture.*

# CHAPITRE I

## LES ORIGINES DE LA GUERRE DE 1809

La guerre de 1809 entre la France et l'Autriche trouve ses racines dans la Révolution française de 1789, avec l'émergence d'une France républicaine, puis impériale provoquant l'effondrement de l'ancien ordre politique, diplomatique et militaire en Europe.

Jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, les guerres n'ont qu'une faible influence sur l'équilibre entre les grandes puissances que sont la Russie, la Prusse, l'Autriche, la France et la Grande-Bretagne. Sous l'Ancien Régime, les traités de paix validant les pertes et les gains de territoires, ainsi que les dédommagements financiers, ne remettent pas en cause fondamentalement le statut de ces états majeurs et la légitimité héréditaire de leurs dynasties monarchiques et impériales.

Cependant, à l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle, les bouleversements politiques et sociaux en France et l'émergence d'un état révolutionnaire vont profondément modifier l'ordre établi du pouvoir sur le continent européen, menaçant l'existence et les intérêts des dynasties en place. Les guerres révolutionnaires combinées au génie militaire de Napoléon constituent une rupture avec la stratégie militaire et politique de l'Ancien Régime amorcée au XVI<sup>e</sup> siècle et dont l'apogée est marquée par la guerre de Sept Ans.<sup>[1]</sup> Après la Révolution française et l'avènement du I<sup>er</sup> Empire, il faudra un certain temps pour que les monarchies européennes comprennent ces changements et la nécessité de s'adapter pour survivre, notamment l'Autriche, une des plus vieilles puissances de l'Europe, qui mettra plus de quinze ans pour évoluer.

D'abord observé avec curiosité, l'essor du mouvement révolutionnaire en France suscite au fil du temps l'inquiétude avant d'être considéré comme un danger par les monarchies européennes. La Maison d'Autriche est concernée au premier chef par la menace idéologique et politique que représente une nation française régicide, qui a guillotiné en janvier 1793 le roi Louis XVI et en octobre 1793 la reine Marie-Antoinette, fille de l'empereur d'Autriche Franz-Joseph-Karl I (François I<sup>er</sup> d'Autriche), et qui va accepter de prendre un roturier comme empereur.

En outre, alors que les régimes révolutionnaires successifs de Paris remettent en cause les fondements du système politique continental, leurs armées construisent de nouvelles façons de faire la guerre. Face aux exigences qu'impose l'urgence de la patrie en danger, elles forgent de nouvelles normes dans l'art de la guerre (taille, composition, organisation tactique, logistique de l'armée) et sont animées par un esprit patriotique sans précédent sur la scène européenne. Elles infligent une série de revers militaires aux armées dynastiques adverses, qui sont encore entravées par les schémas classiques de la guerre, utilisés sous Frédéric II de Prusse, dit Frédéric-le-Grand (*Friedrich der Große*). Ce processus s'est accéléré avec l'avènement de Napoléon Bonaparte lorsqu'il a commencé à combiner génie militaire et pouvoir politique.

---

[1] La guerre de Sept Ans, qui se déroule de 1756 à 1763, concerne les grandes puissances européennes regroupées en deux systèmes d'alliance et a lieu sur divers théâtres d'opérations sur plusieurs continents (Europe, Amérique du Nord et Inde). La France, alliée à l'Autriche et à la Russie, s'oppose au Royaume-Uni, allié à la Prusse.

## 1792 – 1805

### Les défaites de l'Autriche

La Maison des Habsbourg va souffrir terriblement durant cette période : les cuisantes défaites en 1797, 1800 et 1805, face aux armées françaises, assomment la monarchie autrichienne. Les traités qui concluent ces campagnes lui coûtent son prestige, d'importantes pertes territoriales et financières, et entraînent un retrait général de la puissance de l'Autriche en Allemagne et en Italie.

Alors qu'elles ont été alliées contre la Grande-Bretagne et la Prusse pendant la Guerre de Sept Ans entre 1756 et 1763, la France et l'Autriche se sont ensuite opposées à trois reprises entre 1792 et 1805.

#### *1 - De 1792 à 1797 : Première Coalition*

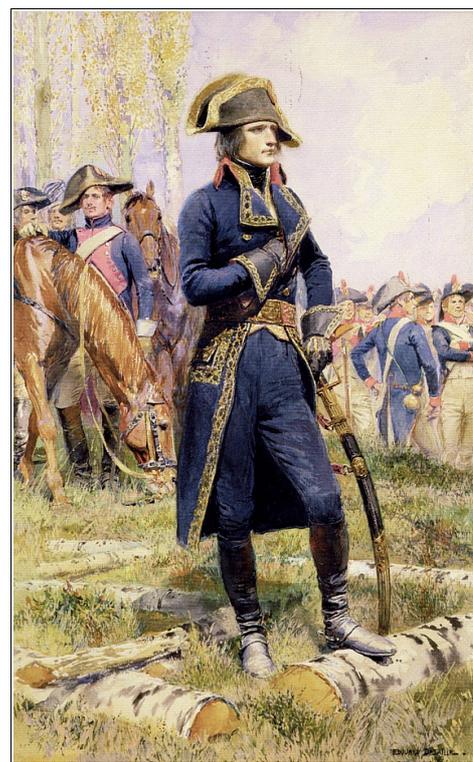
Nommé commandant en chef de l'armée française en Italie en mars 1796 par le Directoire, le jeune général Napoléon Bonaparte mène une première campagne victorieuse, concluant un conflit engagé en 1792. Après les préliminaires de paix signés à Leoben le 18 avril 1797, il impose à l'Autriche le traité de Campoformio signé le 17 octobre 1797, mettant fin à la guerre de la Première Coalition (excepté avec la Grande-Bretagne).

Par cet accord, la République française obtient les Pays-Bas autrichiens (Belgique) et les Îles vénitiennes du Levant (ou Îles ioniennes), ainsi que la reconnaissance de l'existence de la République cisalpine (République italienne en 1802) et, dans les articles secrets, de l'annexion de la rive gauche du Rhin. En compensation, l'Autriche reçoit l'Istrie, la Dalmatie, les Îles vénitiennes de l'Adriatique, les Bouches du Cattaro (Bouches de Kotor), la Vénétie, le Frioul et, dans les articles secrets, l'archevêché de Salzbourg. <sup>[2]</sup>

#### *2 - De 1798 à 1802 : Deuxième Coalition*

Après le coup d'état du 9 novembre 1799, Bonaparte devient Premier Consul de la République française. Lors de la deuxième campagne d'Italie, sa victoire à Marengo, le 14 juin 1800, pousse les Autrichiens à signer l'armistice de la Convention d'Alexandrie le 15 juin. Il faut attendre la victoire du Général de Division (GD) Jean-Victor Moreau, commandant l'Armée du Rhin en Allemagne, à Hohenlinden (en Bavière) le 3 décembre 1800 pour forcer l'Autriche à la paix et à signer le traité de Lunéville le 9 février 1801, mettant fin à la guerre de la Deuxième Coalition.

Par cet accord, l'Autriche reconnaît les *républiques sœurs* que sont la République cisalpine et la République ligurienne (Italie), la République batave (Hollande) et la République helvétique (Suisse). Elle confirme pour la France la possession de la rive gauche du Rhin et des Pays-Bas autrichiens (Belgique). L'Autriche conserve l'Istrie, la Dalmatie, la Vénétie, les Îles vénitiennes de l'Adriatique et les Bouches du Cattaro. <sup>[3]</sup>



**Le général Bonaparte pendant la campagne d'Italie, 1796/1797**  
- Édouard Jean-Baptiste Detaille -

[2] Alexandre-Jehan-Henry de Clercq (Ministère des Affaires étrangères) – Recueil des traités de la France... (1713-1802) – 1880 – Tome I – p. 335-343.

[3] Alexandre-Jehan-Henry de Clercq (Ministère des Affaires étrangères) – Recueil des traités de la France... (1713-1802) – 1880 – Tome I – p. 424-429.



*La bataille d'Austerlitz, 2 décembre 1805*  
- François Gérard -

### 3 - De 1803 à 1805 : Troisième Coalition

Après s'être proclamé empereur des Français le 2 décembre 1804, Napoléon I<sup>er</sup> mène une campagne d'Allemagne victorieuse contre les armées coalisées d'Autriche et de Russie. Après la capitulation d'Ulm (20 octobre 1805) et la prise de Vienne (13 novembre 1805), il remporte la bataille d'Austerlitz (2 décembre 1805). Tandis que l'armée russe se retire en Pologne, Napoléon impose à l'Autriche la signature du traité de Pressburg (Bratislava) le 26 décembre 1805.

Par cet accord, et au-delà des gains des traités précédents de Campoformio en 1797 et de Lunéville en 1801 qui sont confirmés, l'Autriche cède la Vénétie, l'Istrie et la Dalmatie vénitiennes, les Bouches du Cattaro et les Îles vénitiennes de l'Adriatique. En Italie, elle reconnaît la Principauté de Lucques et Piombino, que Napoléon a accordée à sa soeur Élisabeth Bonaparte. Pour récompenser ses alliés du sud de l'Allemagne, dont les états ont été érigés en royaumes souverains, Napoléon contraint le Kaiser Franz II (l'empereur François II d'Autriche) à céder l'Ortenau, le Brisgau et la ville de Constance au grand-duché de Bade, tandis que la Bavière s'agrandit du Vorarlberg, du Tyrol, du Trentin et de la ville d'Augsbourg et que le Wurtemberg annexe les multiples possessions habsbourgeoises en Souabe. En outre, un article séparé stipule que l'Autriche doit payer à la France une indemnité de guerre de 40 millions de francs. En compensation, elle ne reçoit que le duché de Salzbourg. [4]



*Entrevue de Napoléon et de Franz II à Saratitz, le 4 décembre 1805, après la bataille d'Austerlitz*  
- Pierre-Paul Prud'hon -

[4] Alexandre-Jehan-Henry de Clercq (Ministère des Affaires étrangères) – Recueil des traités de la France... (1713-1802) – 1880 – Tome I – p. 145-151.



### ITALIE : 1797 - 1815

- 1 – République ligurienne (de Gênes)  
14 juin 1797 – 4 juin 1805
  - 2 – République cisalpine  
27 juin 1797 – 25 janvier 1802
  - République italienne  
25 janvier 1802 – 17 mars 1805
  - Royaume d'Italie  
17 mars 1805 – 7 avril 1815
  - 3 – République romaine  
15 février 1798 – 30 septembre 1799
  - États pontificaux (États de l'Eglise)  
juin 1800 – février 1808
  - 4 – République piémontaise (Piémont)  
10 décembre 1798 – 20 juin 1799
  - République subalpine  
20 juin 1800 – 11 septembre 1802
  - 5 – République parthénopéenne  
21 janvier 1799 – 24 juin 1799
  - Royaume de Naples  
30 mars 1806 – 13 octobre 1815
  - 6 – Duché de Parme et Plaisance  
9 octobre 1802 – 11 avril 1814
  - 7 – Principauté de Lucques et Piombino  
28 mars 1805 – 9 juin 1815
  - 8 – Grand-duché de Toscane  
23 novembre 1807 – 1<sup>er</sup> février 1814
- Annexions à la France en 1792 et 1793  
 Annexions à l'Autriche en 1797  
 Annexions à la France en 1805

## 1797 – 1806

### L'éviction de l'Autriche hors d'Italie

En juillet 1806, même si la Prusse pourrait encore contester l'hégémonie française, Napoléon a effectivement supplanté l'Autriche en tant qu'arbitre des affaires politiques entre le Rhin et l'Elbe. En Italie, la domination autrichienne s'est aussi effondrée après la signature du traité de Campoformio le 17 octobre 1797, mettant fin à la guerre de la Première Coalition. Grâce à ses victoires militaires successives depuis 1796 contre l'Autriche dans le nord de l'Italie, Bonaparte permet d'annexer de nombreux territoires à la France du Directoire, avant de les intégrer à l'Empire. Par la suite, cette domination va s'étendre à l'ensemble de la péninsule. L'expansion spectaculaire de l'influence française dans cette région inquiète les autres puissances européennes, et plus particulièrement l'Autriche en raison de ses vues ancestrales sur le nord de l'Italie.

Le 25 janvier 1802, à Lyon, les trente membres italiens de la *Consulta di Stato* extraordinaire élisent le Premier Consul Bonaparte président de la République italienne (ex-République cisalpine), qui ne comprend pas l'ensemble de la péninsule mais seulement la Lombardie et l'Émilie-Romagne.

Le 18 mai 1804, Bonaparte se proclame empereur des Français sous le nom de Napoléon I<sup>er</sup> et son sacre a lieu le 2 décembre 1804 à la cathédrale Notre-Dame de Paris. Après la proclamation de l'Empire en France, il décide de prendre le titre de Roi d'Italie le 17 mars 1805, en présence d'une délégation italienne aux Tuileries, avant d'être couronné le 26 mai 1805 au Dôme de Milan par le cardinal Caprara.

Le 7 juin 1805, Napoléon nomme Vice-Roi d'Italie Eugène de Beauharnais, son fils adoptif, qui serait appelé à la succession du trône d'Italie après le décès de l'Empereur et de ses descendants directs.

Cependant, l'Italie napoléonienne ne se réduit pas au Royaume d'Italie car elle inclut aussi progressivement le Piémont, la République ligurienne (ou République de Gênes), le grand-duché de Toscane, le Royaume de Naples ou bien encore les États du Pape.

Après l'existence éphémère de la République piémontaise, entre décembre 1798 et juin 1799, le Piémont est devenu une division militaire française le 2 avril 1801, sous le commandement de l'administrateur général et GD Jean-Baptiste Jourdan. Le 11 septembre 1802, il est réuni à la France par sénatus-consulte et divisé en six départements français (Doire, Marengo, Pô, Sésia, Stura et Tanaro).

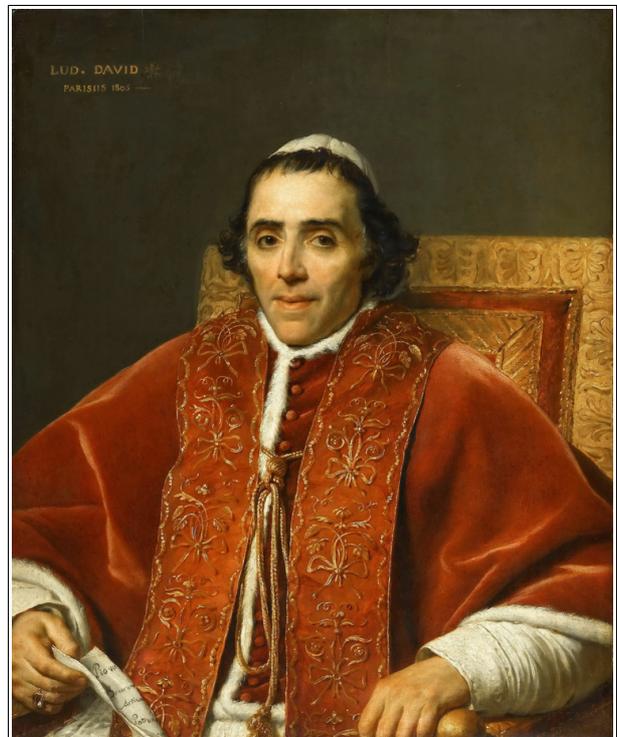
Le 4 juin 1805, Napoléon publie le décret annexant à l'Empire la République ligurienne, qui est divisée en trois départements français (Gênes, Montenotte et les Apennins).

Le 23 novembre 1807, Napoléon annexe le Royaume d'Étrurie et lui redonne son ancien nom de grand-duché de Toscane, occupé par les troupes françaises. Le 24 mai 1808, ce territoire est annexé à l'Empire, avec le duché de Parme et Plaisance, pour être divisé en quatre départements français (Arno, Méditerranée, Ombrone et Taro). Le 3 mars 1809, Napoléon octroiera le titre de grande-duchesse de Toscane, sans en être souveraine, à sa sœur Élisabeth, qui avait déjà reçu la Principauté de Piombino le 28 mars 1805, réunie à celle de Lucques, attribuée à son mari Félix-Pascal Baciocchi le 23 juin 1805.

Après le traité de Pressburg, signé le 26 décembre 1805, Napoléon envoie une armée dans le sud de la péninsule italienne pour combattre les troupes napolitaines de Ferdinand IV de Bourbon (Fernando IV), souverain du Royaume des Deux-Siciles, qui s'est allié à la Troisième Coalition. Le 14 février 1806, les troupes françaises, commandées par le Maréchal André Masséna, entrent dans Naples. Le lendemain, Napoléon proclame son frère aîné Joseph roi de Naples, avant qu'un décret du 30 mars 1806 officialise sa nomination comme souverain du Royaume de Naples, cependant amputé de la Sicile. Nommé roi d'Espagne par Napoléon le 6 juin 1808, Joseph remettra le Royaume de Naples à son beau-frère Joachim Murat, qui en deviendra officiellement roi le 15 juillet 1808.

Début 1806, l'Italie est presque entièrement sous la domination napoléonienne, excepté les États pontificaux situés au centre de la péninsule qui vont bientôt être annexés au Royaume d'Italie. Depuis le sacre de Napoléon le 2 décembre 1804 par le Pape Pie VII, les relations entre les deux hommes n'ont cessé de se dégrader.

Le 18 octobre 1805, les troupes françaises, commandées par le GD Laurent de Gouvion Saint-Cyr, entrent sur le territoire papal et occupent Ancône (Ancona), principal port pontifical stratégique sur la mer Adriatique, notamment pour prévenir tout débarquement britannique pendant la campagne contre l'armée austro-russe. Le 7 janvier 1806, alléguant la neutralité du Saint-Siège, Pie VII refuse de céder à Napoléon qui exige la fermeture des ports des États pontificaux aux navires britanniques. Le 27 juin 1806, l'empereur français fait occuper le port de Civita-Vecchia.



*Pape Pie VII (1805)  
- Jacques-Louis David -*

S'ensuit une escalade dans les tensions diplomatiques : Napoléon fait occuper progressivement les États pontificaux au cours des deux années suivantes. Le 27 août 1807, sont occupées les provinces d'Ancône, Fermo, Macerata et Urbino. Le 2 février 1808, les troupes françaises, commandées par le GD Sextius-Alexandre-François de Miollis, prennent possession de Rome. Le 2 avril 1808, les provinces d'Ancône, Macerata, Camerino et Urbino sont annexées au Royaume d'Italie. Enfin, par un décret pris à Schönbrunn le 17 mai 1809, Napoléon dessaisit le pape de ses pouvoirs temporels et réunit le reliquat des États pontificaux (Rome, Latium et Ombrie) à l'Empire pour former les départements du Tibre et de Trasimène.

Ainsi, autrefois dominante dans la moitié nord de la péninsule italienne, l'Autriche a été progressivement repoussée au-delà des Alpes au nord et de l'Isonzo à l'est, fleuve qui coule du nord au sud dans la région du Frioul. La ville de Trieste est l'unique débouché autrichien sur la Mer Adriatique et Vienne doit y garantir sans restriction le passage des troupes françaises pour se rendre en Istrie et en Dalmatie.

## 1803 – 1806

### La fin du Saint-Empire romain germanique

Après les traités signés à Campoformio (17 octobre 1797), Lunéville (9 février 1801) et Pressburg (26 décembre 1805), qui ont conclu les trois campagnes, non seulement l'Empire d'Autriche perd de nombreux territoires en Allemagne et en Italie, mais son prestige et son influence en Europe centrale ne cessent de régresser au profit de l'Empire napoléonien. Fort de ses succès militaires et diplomatiques, Napoléon cherche à asseoir son hégémonie sur le continent en affaiblissant l'influence de l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême.



**Le Kaiser Franz II (Empereur du  
St-Empire romain germanique)**  
- Johann-Baptist von Lampi -

L'empereur français souhaite soustraire les princes allemands de l'influence de l'Autriche et du *Saint-Empire romain germanique* afin de les amener à une alliance avec la France et de créer des états tampons avec la Russie, la Prusse et l'Autriche.

Le 25 février 1803, Napoléon fait adopter par la Diète de Ratisbonne (Regensburg) le *Recès d'Empire* <sup>[5]</sup>, qui est ratifié le 23 mars 1803. Cet acte procède à un nouveau découpage et une redistribution des territoires allemands, entérinant tous les traités signés par la France depuis 1795 et préparant la création de la *Confédération du Rhin*.

Après la perte de la rive gauche du Rhin et avec la montée en puissance de l'influence de Napoléon sur les territoires allemands, le Kaiser Franz II (l'empereur François II d'Autriche) pressent la fin de l'hégémonie des Habsbourg en Allemagne. En prévision et sans consultation de la Diète, il se désigne le 11 avril 1804 comme empereur héréditaire d'Autriche, sous le nom de Franz I (François I<sup>er</sup>).

---

[5] *Recès (ou Recez) : Procès-verbal des délibérations de l'ancienne Diète germanique.*

Par la suite, la victoire de Napoléon, devenu empereur, à la bataille d'Austerlitz le 2 décembre 1805, et le traité de Pressburg qui s'ensuit, sonnent le glas de la prédominance autrichienne en Allemagne.

Portant un coup fatal au *Saint-Empire romain germanique*, Napoléon lui substitue la *Confédération du Rhin* ou *États confédérés du Rhin* (*Rheinbund* en allemand), qu'il place sous son autorité et sa protection.

Seize états allemands rejoignent cette alliance et signent le 12 juillet 1806 à Ratisbonne (Regensburg) le traité qui sera ratifié le 19 juillet 1806 à Saint-Cloud. En contrepartie du protectorat de l'empereur français, ils doivent s'engager à lui assurer en temps de guerre un contingent militaire total de 63 000 hommes, réparti entre chacun des états nouvellement remodelés. Napoléon nomme Carl-Theodor-Anton-Maria von Dalberg prince-primat de Germanie et archichancelier de la *Confédération du Rhin*.<sup>[6]</sup>  
(Cf. Carte et tableau p. 8)



*Karl-Theodor-Anton-Maria von Dalberg*  
(Archichancelier de la Confédération du Rhin)  
- Franz-Seraph Stirnbrand -

En conséquence, le 6 août 1806, le Kaiser Franz est mis en demeure d'abdiquer de son titre d'empereur électif, héréditaire pour les Habsbourg depuis 1437, et de prononcer la dissolution du *Saint-Empire romain germanique*, dont la fondation se situe en 962, date du couronnement de l'empereur Otton I<sup>er</sup> le Grand.

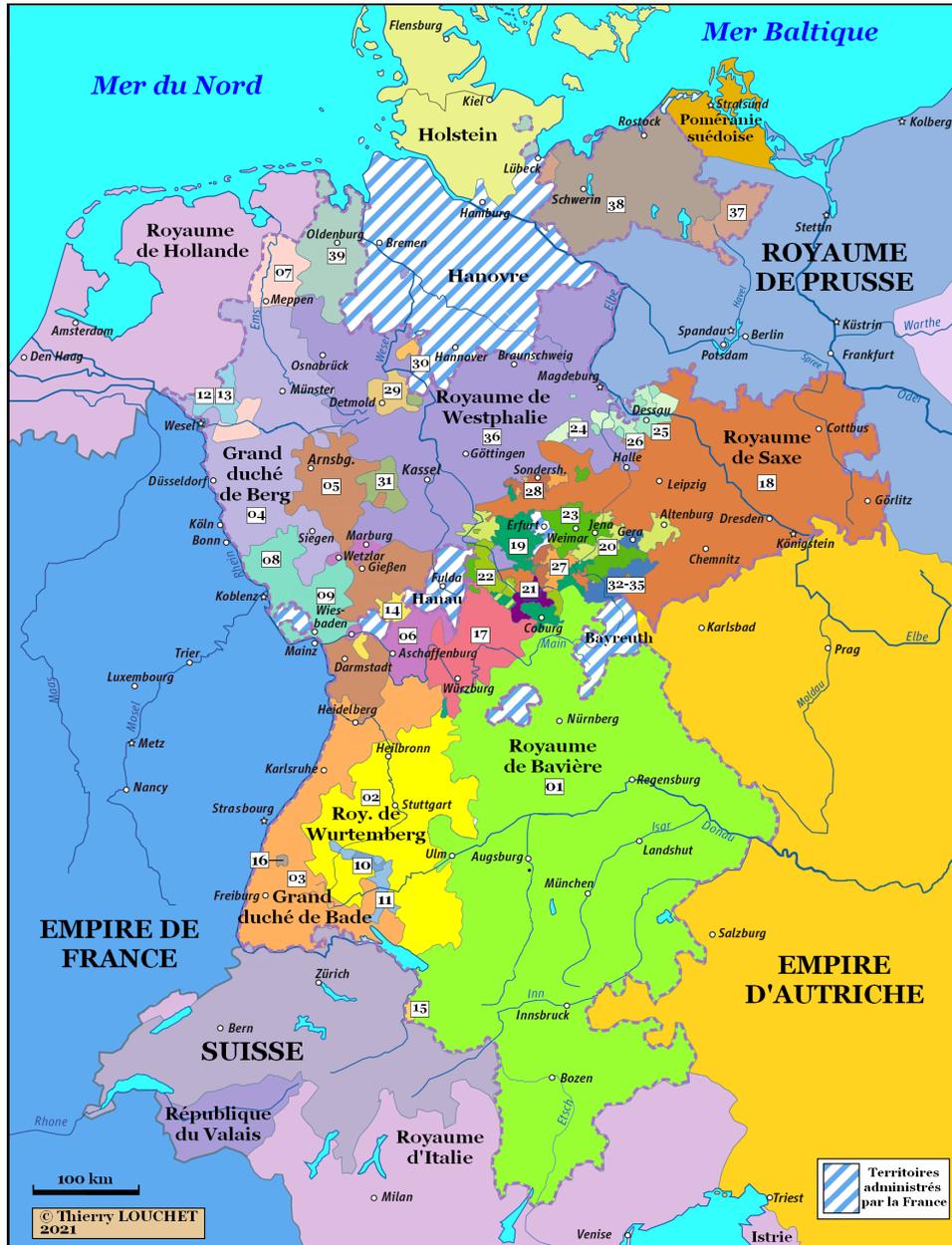
L'acte constitutif de la Confédération du Rhin du 12 juillet 1806 opère en Allemagne des modifications territoriales et politiques bien plus radicales que celles du *Recès d'Empire* du 25 février 1803. Signé par les états allemands au sud du Main et le long du Rhin, ce traité d'alliance leur permet d'échapper à l'influence de l'Autriche, puisqu'il marque la disparition du *Saint-Empire romain germanique* et l'éviction définitive des Habsbourg hors d'Allemagne. Il leur permet aussi de pouvoir résister à la volonté hégémonique de la Prusse. En outre, ce système d'un empire fédératif offre à la France la garantie d'un espace défensif constitué d'états tampons sur la rive droite du Rhin et le renfort d'un contingent militaire substantiel en cas de guerre.

Le 25 septembre 1806, le grand-duché de Würzburg entre dans cette alliance de la *Confédération du Rhin*, imité par le Royaume de Saxe le 11 décembre et cinq duchés saxons le 15 décembre. Le Royaume de Westphalie la rejoint le 15 novembre 1807. Douze petits états allemands y adhèrent le 18 avril 1807, suivis de trois autres en 1808.

En 1808, les *États Confédérés du Rhin* comprennent quatre royaumes, quatre grands-duchés, douze duchés, dix-huit principautés et les états du prince-primat, ainsi que les villes hanséatiques de Hambourg (Hamburg), Lübeck et Brême (Bremen). Seuls l'Autriche, la Prusse, le Holstein et la Poméranie suédoise restent en dehors.  
(Cf. Carte et tableau p. 8)

[6] Alexandre-Jehan-Henry de Clercq (Ministère des Affaires étrangères) – *Recueil des traités de la France... (1803-1815) – 1864 – Tome II – p. 171-179.*

## La Confédération du Rhin en 1808



	État	Adhésion	Contingent		État	Adhésion	Contingent
01	Royaume de Bavière	12/07/1806	30 000	21	Duché de Saxe-Hildburghausen	---	200
02	Royaume de Wurtemberg	---	12 000	22	Duché de Saxe-Meiningen	---	300
03	Grand-duché de Bade	---	8 000	23	Duché de Saxe-Weimar	---	800
04	Grand-duché de Berg	---	5 000	24	Duché de Anhalt-Bernburg	18/04/1807	240
05	Grand-duché de Hesse-Darmstadt	---	4 000	25	Duché de Anhalt-Dessau	---	350
06	États du prince-primat	---	968	26	Duché de Anhalt-Köthen	---	210
07	Duché d'AreMBERG	---	379	27	Pr. de Schwarzburg-Rudolstadt	---	325
08	Principauté de Nassau-Usingen	---	840	28	Pr. de Schwarzburg-Sondershausen	---	325
09	Principauté de Nassau-Weilburg	---	840	29	Principauté de Lippe-Detmold	---	500
10	Pr. de Hohenzollern-Hechingen	---	93	30	Principauté de Lippe-Schaumburg	---	150
11	Pr. de Hohenzollern-Sigmaringen	---	197	31	Principauté de Waldeck	---	400
12	Principauté de Salm-Salm	---	108	32	Principauté de Reuss-Ebersdorf	---	90
13	Principauté de Salm-Kyrburg	---	215	33	Principauté de Reuss-Greiz	---	90
14	Principauté de Isenburg-Birstein	---	291	34	Principauté de Reuss-Lobenstein	---	90
15	Principauté de Liechtenstein	---	40	35	Principauté de Reuss-Schleiz	---	90
16	Principauté de Leyen	---	29	36	Royaume de Westphalie	15/11/1807	25 000
17	Grand-duché de Würzburg	25/09/1806	2 000	37	Duché de Mecklemburg-Strelitz	10/02/1808	400
18	Royaume de Saxe	11/12/1806	20 000	38	Duché de Mecklemburg-Schwerin	22/03/1808	1 900
19	Duché de Saxe-Coburg-Saalfeld	15/12/1806	400	39	Duché de Oldenburg	14/10/1808	800
20	Duché de Saxe-Gotha-Altenburg	---	1 100				

## 1806 – 1807

### L'impuissance de l'Autriche

À la fin de l'été 1806, la France a remplacé l'Autriche en tant que puissance dominante dans le centre de l'Allemagne et dans la péninsule italienne. Avec ses armées démoralisées, ses finances exsangues et sa politique étrangère affaiblie, la monarchie des Habsbourg a perdu, non seulement des territoires, mais aussi son statut de grande puissance. Elle est désormais condamnée à se tenir en marge des affaires diplomatiques et militaires européennes, notamment lors de la guerre de 1806-1807 opposant la France à la Prusse et à la Russie, qui ont signé un traité d'alliance le 1<sup>er</sup> juillet 1806 <sup>[7]</sup>, renouant avec celui conclu le 16 juillet 1800 à Peterhof. <sup>[8]</sup>

Pendant tout l'été 1806, Napoléon croit fermement au maintien de la paix et songe sérieusement au retour en France de ses troupes qui occupent l'Allemagne, même s'il n'ignore pas les armements de la Prusse, qu'il juge vains et ridicules. <sup>[9]</sup>



**Friedrich-Wilhelm III**  
**(Roi de Prusse)**  
- Jean-Baptiste Isabey -

Pourtant, le 9 août 1806, le roi prussien Friedrich-Wilhelm III (Frédéric-Guillaume III) ordonne la mobilisation de son armée et, le 12 septembre, la Prusse entre en Saxe - un *casus belli* pour Napoléon <sup>[10]</sup> - et s'engage seule dans une campagne contre la France, sans attendre le soutien de l'armée russe qui se trouve alors sur la rive droite du Niémen (Neman). Après les victoires éclatantes de Napoléon à Iéna (Jena) et du Maréchal Louis-Nicolas Davout à Auerstaedt (Auerstedt) le 14 octobre 1806, suivies d'une poursuite tous azimuts des faibles troupes ennemies en fuite, l'armée prussienne est disloquée et quasiment anéantie : la foudroyante campagne de Prusse n'a duré qu'un mois.

Napoléon fait une entrée solennelle dans Berlin le 27 octobre 1806. C'est de la capitale prussienne que, le 21 novembre 1806, il signe le *Décret de Berlin* qui instaure le *Blocus continental*, système de guerre économique dirigé contre le Royaume-Uni qui vise à interdire l'accès dans tous les ports aux marchandises britanniques. <sup>[11]</sup> Son objectif est d'asphyxier la 'perfidie Albion' qui ne cesse d'appeler à la guerre contre l'Empire napoléonien.



**Entrée de Napoléon à Berlin, 27 octobre 1806**  
- Charles Meynier -

[7] Georg-Friedrich von Martens – Recueil des traités et conventions conclus par la Russie avec les puissances étrangères – Tome VI (Traité avec l'Allemagne 1762 – 1808) – 1883 – p. 380-389.

[8] Georg-Friedrich von Martens – Recueil des traités et conventions conclus par la Russie avec les puissances étrangères – Tome VI (Traité avec l'Allemagne 1762 – 1808) – 1883 – p. 269-280.

[9] Napoléon à Berthier – Rambouillet, 17 et 26 août 1806. (Correspondance de Napoléon n° 10660 et n° 10696 – Tome XIII – 1863 – p. 80 et p. 109-110).

[10] Note pour une dépêche à M. Laforest – Saint-Cloud, 12 septembre 1806. (Correspondance de Napoléon n° 10765 – Tome XIII – 1863 – p. 171-173).

[11] Décret – Camp impérial de Berlin, 21 novembre 1806. (Correspondance de Napoléon n° 11283 – Tome XIII – 1863 – p. 555-557).



**Entrevue de Napoléon I<sup>er</sup> et d'Alexandre I<sup>er</sup> sur le Niémen, 25 juin 1807**  
- Adolphe-Eugène-Gabriel Roehn -

En novembre 1806, Napoléon dirige ses troupes vers la Pologne à la rencontre de l'armée russe. Après l'effroyable bataille de Preußisch-Eylau (Bagrationovsk) les 7 et 8 février 1807, celle de Heilsberg (Lidzbark Warmiński) le 10 juin 1807, il faut attendre la victoire décisive de l'armée française à Friedland (Pravdinsk), livrée le 14 juin 1807, pour mettre fin à la campagne de Pologne.

Dans un pavillon installé sur un radeau ancré au milieu du Niémen, Napoléon et le Tsar Alexandre I<sup>er</sup> signent le traité de Tilsit (Sovetsk) le 7 juillet 1807. <sup>[11]</sup> Le traité de paix avec le roi de Prusse Friedrich-Wilhelm III (Frédéric-Guillaume III) est signé le 9 juillet 1807. <sup>[12]</sup> La Russie sort indemne de l'aventure, tandis que la Prusse perd toutes ses possessions à l'ouest de l'Elbe.

Le traité de Tilsit inaugure une ère nouvelle dans les relations entre la France et la Russie. Il achève de livrer l'Europe centrale à Napoléon. En réalisant cette grande alliance continentale, il rend difficile toute coalition, consolide a priori le système du *Blocus continental* et isole le Royaume-Uni, qui n'est toutefois nullement découragé et poursuit sa politique hostile à la France impériale.

[11] Alexandre-Jehan-Henry de Clercq (Ministère des Affaires étrangères) – *Recueil des traités de la France...* (1803-1815) – 1864 – Tome II – p. 207-214.

Serge Tatishchev – *Alexandre I<sup>er</sup> et Napoléon, d'après leur correspondance inédite (1801-1812)* – 1891 – Appendice p. 615-623 : traité en entier (Archives du ministère des Affaires étrangères à St-Petersbourg).

[12] Alexandre-Jehan-Henry de Clercq (Ministère des Affaires étrangères) – *Recueil des traités de la France...* (1803-1815) – 1864 – Tome II – p. 217-223.

Durant la guerre de 1806-1807 qui oppose la France à la Prusse et à la Russie, l'Autriche est encore traumatisée par la défaite austro-russe à Austerlitz et n'ose ni s'allier à France, ni séparer sa cause de celles des autres monarchies européennes.

En septembre 1806, le ministre autrichien des Relations extérieures, Johann-Philipp-Karl-Joseph von Stadion, avait espéré que la guerre entre la France et la Prusse s'éterniserait suffisamment pour que l'Autriche ait le temps de compléter ses armements.

En octobre 1806, après l'anéantissement des armées prussiennes à Iéna et à Auerstaedt, la cour de Vienne est sous le choc et voit ses espoirs anéantis. Stadion refuse une alliance avec la France qui équivaldrait à un asservissement de la monarchie, à son démembrement, voire à sa destruction. Aussi le ministre autrichien et l'archiduc Karl-Ludwig-Johann-Joseph-Laurentius (archiduc Charles), commandant en chef de l'armée, conseillent-ils au Kaiser Franz d'adopter, du moins en apparence, une politique de neutralité, malgré les nombreuses sollicitations de la Prusse et de la Russie. <sup>[13]</sup>

Entre-temps, le 6 octobre 1806, le ministre Stadion annonce aux cours étrangères que le Kaiser Franz a ordonné la formation d'une *Armée de Neutralité en Bohême* (*Neutralitätsarmee in Böhmen*), prétextant que ce cordon de troupes serait destiné à défendre la neutralité de la monarchie autrichienne et pourrait intervenir si des négociations de paix entre les belligérants se faisaient aux dépens de l'Autriche. <sup>[14]</sup> Napoléon ayant fermement exprimé son mécontentement <sup>[15]</sup>, la dissolution de cette armée aux frontières de Bohême et de Moravie est ordonnée à la mi-décembre 1806. <sup>[16]</sup>



**Johann-Philipp-Karl-Joseph von Stadion**  
**(Ministre des Relations extérieures)**  
- Maria Schöffman -



**Archiduc Karl-Ludwig-Johann-Joseph-Laurentius**  
**(Commandant en chef de l'armée autrichienne)**  
- Thomas Lawrence -

[13] Conférences de Stadion des 14, 23 et 27 septembre 1806. (Haus-, Hof- und Staatsarchiv de Vienne).

[14] Conférence de Stadion du 25 septembre 1806. (Haus-, Hof- und Staatsarchiv de Vienne).

[15] Napoléon à Talleyrand – Berlin, 7 novembre 1806. (Correspondance de Napoléon n° 11194 – Tome XIII – 1863 – p. 490-491).

[16] Eberhard Mayerhoffer von Vedropolje – Krieg 1809. – I. Band : Regensburg – 1907 – p. 33.

Vienne ne pardonne pas à la Prusse de s'être dérobée à l'alliance qu'elle avait signée à Potsdam le 3 novembre 1805, avec l'Autriche et la Russie, en se gardant bien de prendre part à la guerre en 1805. Par ailleurs, en dépit de son désir de revanche sur la France, la monarchie habsbourgeoise juge l'armée napoléonienne encore trop redoutable pour s'engager militairement. Abasourdie par la déroute prussienne à Iéna et Auerstaedt le 14 octobre 1806, l'Autriche repousse sans ambages les appels de plus en plus pressants du roi de Prusse Friedrich-Wilhelm et du Tsar Alexandre pour entrer en guerre contre Napoléon. De nouveau sollicitée activement par la Russie en février 1807, après la bataille de Preußisch-Eylau, le Kaiser Franz hésite, mais refuse finalement de basculer dans la coalition. <sup>[17]</sup>



**Tsar Alexandre 1<sup>er</sup> (1808)**  
- Stepan Semionovitch Shchoukine -

Début 1807, l'Autriche se dérobe à toutes les propositions d'alliance de Napoléon ou à celles de Friedrich-Wilhelm et Alexandre, mais elle cherche à se donner l'illusion qu'elle peut encore jouer un rôle diplomatique déterminant. Ainsi, le 1<sup>er</sup> avril 1807, fidèle à sa politique de neutralité, le ministre Stadion annonce aux puissances belligérantes que l'Autriche offre sa médiation afin de négocier une paix générale. <sup>[18]</sup>

Sincère dans sa volonté de trouver une solution diplomatique, mais aussi soucieux de gagner du temps, Napoléon accepte la proposition autrichienne, à condition que l'Autriche n'arme pas. Il est conscient de l'attitude équivoque du cabinet de Vienne qui louvoie entre la France et la Russie. Redoutant depuis un mois une intervention militaire hostile de l'Autriche, il est malgré tout soulagé car il voit dans cette offre du cabinet de Vienne un aveu de faiblesse, et surtout un répit profitable pour poursuivre la campagne et voir venir. <sup>[19]</sup>

La proposition de médiation de l'Autriche est accueillie avec froideur par le Tsar Alexandre et le roi de Prusse Friedrich-Wilhelm. Le 26 avril 1807, les deux souverains signent une nouvelle convention secrète à Bartenstein (Bartoszyce), en Prusse orientale, où ils s'engagent à combattre conjointement Napoléon et à ramener la France derrière la ligne du Rhin. Une fois la victoire obtenue, le texte prévoit en substance que la Prusse serait rétablie dans les possessions perdues depuis 1805, qu'à l'Autriche seraient rendus le Tyrol et la partie de l'Italie perdue par le traité de Pressburg, que Vienne et Berlin prendraient la direction d'une fédération constitutionnelle se substituant à la *Confédération du Rhin*. Outre le Royaume-Uni et la Suède, l'Autriche est donc encore incitée à se joindre à la coalition. <sup>[20]</sup>

Néanmoins, le nouveau traité russo-prussien signé à Bartenstein ne fait pas sortir le cabinet de Vienne de sa réserve.

[17] L'ambassadeur russe à Vienne, Andreï Kirillovitch Razoumovski, étant venu annoncer à l'empereur autrichien la prétendue victoire russe sur l'armée française à Eylau et lui demander d'unir leurs forces militaires, le Kaiser Franz lui aurait répondu : 'Battez-les encore deux fois et je me déclare !' (Armand Lefèbre - *Histoire des cabinets de l'Europe (1806-1808) - 1867 - Tome III - p. 44*).

[18] Talleyrand à Napoléon - Varsovie, 7 avril 1809. (Pierre Bertrand - *Lettres inédites de Talleyrand à Napoléon (1800-1809) - 1889 - n° CCLXXXVI : Folio 222-224 - p. 419-422*).

[19] Napoléon à Talleyrand - Finkenstein, 14, 16 et 23 avril 1807 + Note à Talleyrand (Correspondance de Napoléon n° 12373, 12390, 12391 et 12453 - Tome XV - 1864 - p. 69-70 / p. 80 / p. 80-81 / p. 137-138).

[20] Christian-Guillaume de Koch et Frédéric Schoell - *Histoire abrégée des traités de paix, entre les puissances de l'Europe, depuis la paix de Westphalie - 1817 - Tome IX - Pièces justificatives n° 1 : p. 130-137*.



**Entrevue de Napoléon et Alexandre  
sur le Niémen, 25 juin 1807**  
- Aleksey Danilovitch Kivshenko -



**Napoléon recevant la reine Louise de Prusse  
à Tilsit, 6 juillet 1807**  
- Woldemar Friedrich -

La consternation est totale à la cour de Vienne, lorsqu'on y apprend la défaite russe à Friedland le 14 juin 1807. Après la signature du traité de Tilsit les 7 et 9 juillet 1807 qui étend la puissance de la France jusqu'au Niémen, le ministre autrichien des Relations extérieures Stadion considère que la situation de la monarchie habsbourgeoise est pire qu'après la paix de Pressburg signée le 26 décembre 1805 : l'Autriche n'a pas été admise aux négociations, elle est menacée par les armées françaises sur trois de ses frontières, Napoléon et Alexandre ont scellé une alliance intime et la Prusse, écrasée, a perdu ses possessions sur la rive gauche de l'Elbe, soit près de la moitié de son territoire, ainsi que toute considération politique. <sup>[21]</sup>

Au cours des mois suivants, les efforts de négociations diplomatiques de Stadion n'aboutissent qu'à une convention additionnelle au traité de Pressburg qui est signée à Fontainebleau le 10 octobre 1807 : l'Isonzo marque la frontière entre le Royaume d'Italie et les provinces autrichiennes, la place de Braunau est rendue à l'Autriche, qui doit garantir une route militaire destinée à la libre communication des provinces du Royaume d'Italie avec l'Istrie et la Dalmatie. <sup>[22]</sup>

Craignant que le traité de Tilsit, par ses articles secrets, se soit fait à ses dépens, l'Autriche reprend ses armements sur les frontières de la Bohême et de la Moravie. Napoléon et le Tsar Alexandre tentent de rassurer la cour de Vienne, présentant l'alliance franco-russe comme une combinaison pacifique, destinée à rendre la paix au continent. Néanmoins, l'ambassadeur russe à Vienne, Alexandre-Borisovitch Kourakine, précise que le parti pris de son empereur est irrévocable car il considère qu'il est nécessaire d'unir ses efforts à ceux de Napoléon afin de forcer le Royaume-Uni à la paix. L'empereur français montre aussi ses dispositions pacifiques en envoyant une lettre amicale à l'empereur autrichien le 18 juillet 1807 <sup>[23]</sup> et en restituant la place de Braunau à l'Autriche par le traité de Fontainebleau, signé le 10 octobre 1807.

Toutefois, Napoléon sait que les démonstrations d'amitié de l'Autriche ne sont que des apparences et qu'au fond elle n'a jamais autant détesté la puissance française, mais cette inimitié lui importe peu si elle est contenue et impuissante et si la cour de Vienne reste soumise, silencieuse et résignée.

[21] Conférence de Stadion au Kaiser du 11 juillet 1807. (Haus-, Hof- und Staatsarchiv de Vienne).

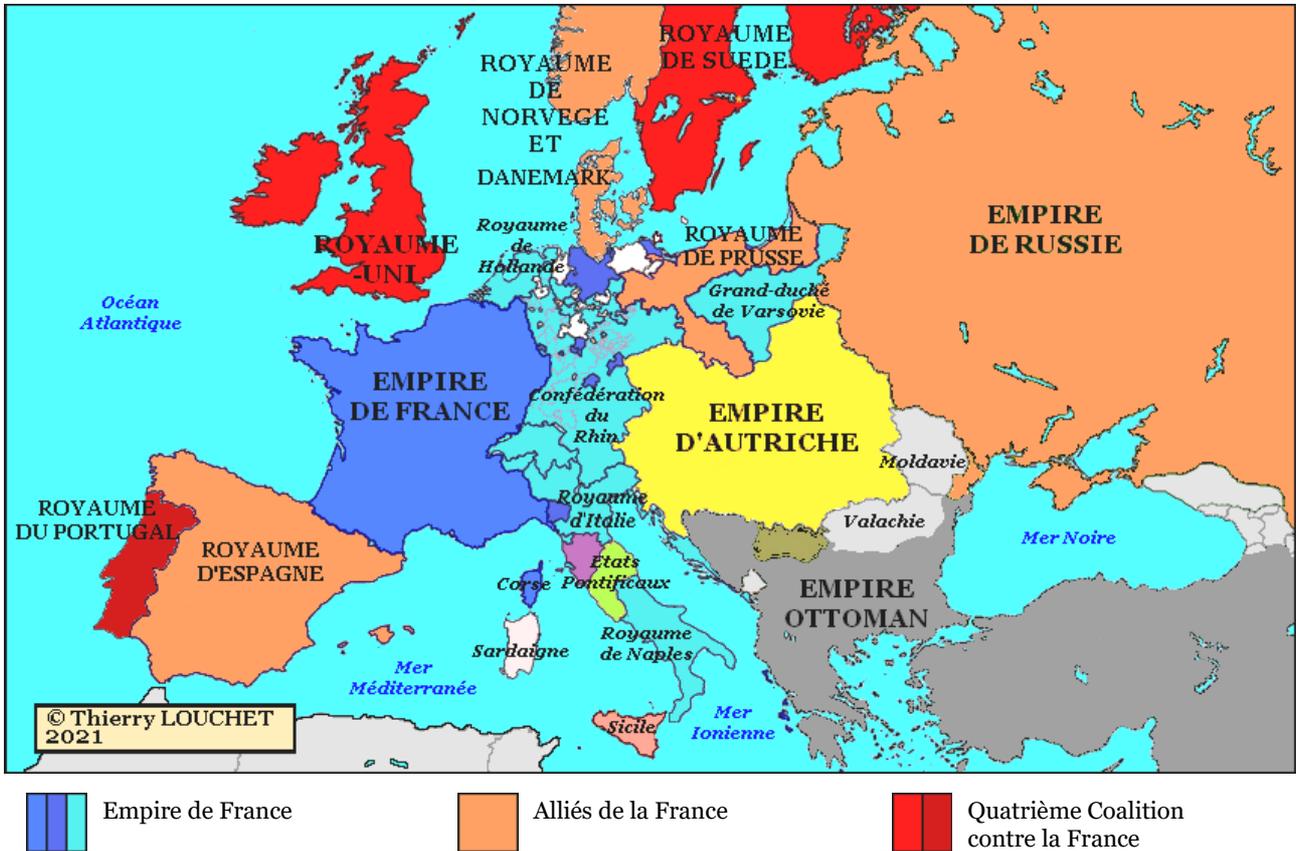
[22] Alexandre-Jehan-Henry de Clercq (Ministère des Affaires étrangères) – Recueil des traités de la France... (1803-1815) – Tome II – 1864 – p. 228-229.

[23] Napoléon à l'Empereur d'Autriche – Dresde, 18 juillet 1807. (Correspondance de Napoléon n° 12920 – Tome XV – 1864 – p. 427-428).

## CHAPITRE II

### LES PRÉMICES DE LA GUERRE DE 1809

L'Europe en 1807, après le traité de Tilsit



Après la signature du traité de Tilsit (Sovetsk) entre la France et la Russie, le 7 juillet 1807, et la Prusse, le 9 juillet, le ressentiment de l'Autriche est encore plus exacerbé que ce qu'il avait été depuis le traité de Pressburg (Bratislava), signé le 26 décembre 1805, après la défaite austro-russe à Austerlitz.

Bien que Napoléon soit bien disposé à leur égard et qu'il ne montre pas d'intentions hostiles, les Autrichiens n'ont pas apprécié qu'il les ait exclus des négociations franco-russes menées sur les bords du Niémen. En outre, la situation n'a cessé de se dégrader depuis 1805. Avec le *Saint-Empire romain germanique* détruit et la création de la *Confédération du Rhin*, avec la Prusse écrasée et la Russie maintenant alliée de la France, l'Autriche se retrouve isolée en Europe. À ses difficultés financières s'ajoutent de tous côtés les menaces militaires des armées françaises en Italie, en Allemagne et en Silésie, et l'armée russe aux confins de la Galice, sans compter la résurrection par Napoléon d'une entité polonaise avec la création du Grand-Duché de Varsovie (Warszawa), dont la constitution est promulguée le 22 juillet 1807.

Alors que son armée commence à peine à se remettre du cataclysme de 1805 et sans perspective d'alliance, l'Autriche déplore son impuissance diplomatique et son incapacité à influencer sa destinée. Malgré sa grande frustration, elle ne peut qu'attendre l'heure de la revanche, en renforçant son armée et en guettant une opportunité pour vaincre Napoléon.



**Archiduc Johann-Baptist-Joseph-Fabien-Sebastian  
(Directeur des fortifications)**  
- Teodoro Matteini -

L'architecte de cette politique, qui vise à abattre l'empereur français et va déboucher sur la guerre de 1809 contre la France, est Johann-Philipp-Karl-Joseph von Stadion, ministre des Relations extérieures autrichien depuis décembre 1805, successeur de Johann-Ludwig von Coblenzl. Il désire un retour aux institutions du *Saint-Empire romain germanique* et éprouve une haine farouche envers Napoléon Bonaparte qui a détruit ce monde ancien, notamment en créant la *Confédération du Rhin (Rheinbund)* le 12 juillet 1806. Stadion s'efforce d'imposer peu à peu sa politique ambitieuse et agressive, en passant d'une option militaire jusqu'alors défensive à une option résolument offensive dont l'objectif est d'expulser la France du centre de l'Allemagne et y rétablir la puissance dominante de l'Autriche.

Pour faire pression sur l'empereur autrichien, Stadion s'appuie sur les personnages influents à la cour de Vienne, qui forment le *parti de la guerre (Kriegs-Partei)*, groupe de pression sans réelle cohésion mais très actif, exhortant au conflit avec la France, en particulier l'archiduc Johann-Baptist-Joseph-Fabian-Sebastian, frère cadet de l'empereur d'Autriche, et la nouvelle *Kaiserin* (impératrice) Maria-Ludovika-Beatrix von Österreich-Este.

Toutefois, depuis 1806, les conceptions politiques de Stadion se heurtent aux convictions de l'archiduc Charles, un des frères de l'empereur. Président du *Hofkriegsrat* (Conseil de guerre de la Cour ou Conseil aulique) depuis le 9 janvier 1801 et *Generalissimus* (général en chef) depuis le 10 février 1806, Charles considère que l'armée autrichienne, malgré les réformes qu'il a entreprises, est encore insuffisamment préparée, que le moment n'est donc pas propice pour affronter l'armée napoléonienne et qu'une nouvelle guerre contre la France et ses alliés serait la condamnation à mort de la monarchie autrichienne. En 1806 et 1807, malgré l'influence grandissante du clan belliciste, les conseils de Charles prévalent encore auprès du Kaiser Franz, bénéficiant du soutien d'un *parti de la paix* informel, dont les principales figures sont l'archiduc Rainer-Joseph-Johann-Michael et l'archiduc Joseph-Anton-Johann-Baptist. Au centre de l'échiquier politique, l'empereur autrichien, indécis et facilement influençable, préfère temporiser, considérant que le danger n'est pas imminent ou suffisamment grave pour prendre une décision.<sup>[24]</sup>



**Impératrice Maria-Ludovika-Beatrix  
von Österreich-Este (1808)**  
- Bernhard Edler von Guerard -

[24] Napoléon à Champagny – Schönbrunn, 21 septembre 1809. (*Correspondance de Napoléon n° 15832 – Tome XIX – 1866 – p. 485-486*). Napoléon considère que l'empereur autrichien " n'a aucune volonté, qu'il est toujours de l'opinion du dernier qui lui parle et que ceux qui auront toujours de l'influence sur lui sont Baldacci et Stadion ".

## Automne 1807 – Printemps 1808

### Les affaires du Portugal et de l'Espagne

Après la signature du traité de Tilsit avec la Russie et la Prusse en juillet 1807, l'hégémonie française en Europe centrale permet à Napoléon de s'occuper de la péninsule ibérique, où subsiste une faille dans son système de *Blocus continental*. Gouverné par le prince régent João (futur João VI - Jean VI), le Portugal refuse de rompre les liens commerciaux qu'il entretient de longue date avec le Royaume-Uni.

Le 27 octobre 1807, l'Espagne, alliée de la France depuis 1795, signe le traité de Fontainebleau, qui détermine le démembrement futur du Portugal, et une convention particulière, qui accorde à la France l'autorisation de traverser le territoire espagnol et un soutien militaire pour envahir le Portugal. <sup>[25]</sup> Le 19 novembre 1807, le *I<sup>er</sup> Corps d'Observation de la Gironde*, devenu l'*Armée du Portugal* sous le GD Jean-Andoche Junot, envahit le Portugal. Le 30 novembre, l'avant-garde atteint la capitale Lisbonne (Lisboa), alors que la famille royale portugaise a pris la mer la veille, escortée par une escadre de la 'Royal Navy', pour s'exiler à Rio de Janeiro au Brésil, colonie du Portugal.

Concomitamment, fin octobre 1807, éclate l'affaire du *Complot de l'Escorial* en Espagne : le roi Carlos IV (Charles IV) découvre une conspiration ourdie par son fils Fernando (Ferdinand), héritier du trône, pour obtenir son abdication et le départ du chef du gouvernement, Manuel Godoy y Álvarez de Faria. Le 30 octobre 1807, le prince des Asturies et ses confidents sont arrêtés.

Prétextant que l'Espagne est dans un état évident de dissolution institutionnelle et qu'il a besoin d'assurer les voies de communications vers le Portugal pour être en mesure de soutenir l'armée de Junot, Napoléon envoie successivement en Espagne, entre novembre 1807 et mars 1808, des troupes supplémentaires qui contrôlent les principales places fortes au nord du pays. En outre, nommé 'Lieutenant Général de l'Empereur' en Espagne le 20 février 1808, le Maréchal Joachim Murat entre solennellement dans la capitale Madrid le 23 mars.



**Carlos IV (1800)**  
**(Roi d'Espagne jusqu'en 1808)**  
- Agustín Esteve y Marqués -



**Fernando VII (1814)**  
**(Fils de Carlos IV)**  
- Vicente López Portaña -



**Manuel Godoy (1800)**  
**(Chef du gouvernement)**  
- Agustín Esteve y Marqués -

[25] Alexandre-Jehan-Henry de Clercq (Ministère des Affaires étrangères) – *Recueil des traités de la France...* (1713-1802) – 1880 – Tome I – p. 235-237.

Convention secrète... pour le règlement des affaires du Portugal + Annexe – Fontainebleau, 27 octobre 1807. (Correspondance de Napoléon n° 13300 et 13301 – Tome XVI – 1864 – p. 118-120 et p. 120-121).



**Charge des Chasseurs de la Garde (2 mai 1808)**

- Maurice Orange -



**Combats dans les rues de Madrid (2 mai 1808)**

- Justo Jimeno Bazaga -

Les 17 et 19 mars 1808, de violentes émeutes éclatent à Aranjuez, qui aboutissent à la destitution et à l'emprisonnement du chef du gouvernement, mais aussi à l'abdication de Carlos IV en faveur de son fils, le prince des Asturies, proclamé roi d'Espagne sous le nom de Fernando VII (Ferdinand VII). Le 2 mai 1808 (*El Dos de Mayo*) éclate une insurrection à Madrid : les troupes françaises, sous les ordres de Murat, répriment violemment dans le sang ce soulèvement de la population madrilène anxieuse, exaspérée et excitée, qui se révolte contre l'occupation militaire française et le départ de la famille royale pour Bayonne.

Précédemment sollicité par le roi Carlos et par son fils Fernando pour régler leur différend, Napoléon entend en profiter pour s'imposer comme médiateur afin de rétablir la paix en Espagne et de chasser la famille incompétente des Bourbons. S'étant rendu à Bayonne où il arrive le 14 avril 1808, il fait venir successivement Fernando VII, dont il refuse de reconnaître la légitimité, Manuel Godoy et les souverains Carlos IV et Maria-Luisa, très vindicatifs à l'égard de leur fils. Terrifié par les menaces de Napoléon, le prince héritier rend la couronne à son père qui la remet entre les mains de l'empereur français le 5 mai, en signant la convention de Bayonne. <sup>[26]</sup> Le 10 mai 1808, Napoléon offre le trône d'Espagne à son frère Joseph Bonaparte qui cède le Royaume de Naples à son beau-frère Joachim Murat.

Lorsque la population espagnole apprend l'indignité du 'guet-apens' de Bayonne et l'usurpation de la couronne, l'insurrection gagne progressivement toutes les provinces, poussée par le clergé populaire. Dans la plupart des grandes villes, se constituent plusieurs juntas insurrectionnelles (*Juntas*) <sup>[27]</sup> qui mènent la révolte dans les provinces et forment peu à peu des armées de troupes régulières.

Dans une lettre du 8 juillet 1808 adressée au Tsar Alexandre I<sup>er</sup>, Napoléon justifie habilement son intromission dans la crise politique de l'Espagne en déclarant que, les désordres de ce pays étant arrivés à un degré difficile à concevoir, il a été obligé de se mêler de ses affaires et, par une pente irrésistible des événements, conduit à un système qui, en assurant le bonheur de ce pays, assure la tranquillité de ses États. <sup>[28]</sup> Bien disposé à l'égard de Napoléon depuis l'alliance conclue à Tilsit le 7 juillet 1807, le Tsar n'objecte rien à l'éviction des Bourbons d'Espagne et reconnaît l'avènement de Joseph sur ce trône.

[26] Alexandre-Jehan-Henry de Clercq (Ministère des Affaires étrangères) – *Recueil des traités de la France... (1803-1815) – 1864 – Tome II – p. 246-248 et p. 248-250.*

[27] Junte (Junta) : À cette époque, dans les pays ibériques, il s'agit d'une assemblée politique, militaire et administrative, issue d'une insurrection contre l'occupation napoléonienne.

[28] Napoléon à Alexandre I<sup>er</sup> – Bayonne, 8 juillet 1808. (*Correspondance de Napoléon n° 14170 – Tome XVII – 1865 – p. 359-360.*)

Au mois d'avril 1808, lorsque parviennent les premières nouvelles de l'intervention française dans la péninsule ibérique, la cour de Vienne est profondément choquée car elle craint que la chute de la dynastie des Bourbons d'Espagne soit un précédent redoutable pour l'Autriche. Le ministre des Relations extérieures, Johann-Philipp-Karl-Joseph von Stadion, y voit la preuve évidente des intentions malveillantes de Napoléon, dont le désir serait ensuite de soumettre la puissance de la maison impériale autrichienne et de démembrer la monarchie des Habsbourg dans le but de la partager ensuite entre ses parents et ses généraux. Il expose au Kaiser Franz que la confrontation avec la France est inévitable et qu'il est nécessaire de prendre des mesures immédiates pour renforcer le royaume.<sup>[29]</sup> Déchargé de ses affaires d'Espagne et fort de l'alliance avec la Russie, l'empereur français se tournerait tôt ou tard contre l'Autriche et l'écraserait.



**Klemens Wenzel von Metternich (1808)**  
**(Ambassadeur autrichien à Paris)**  
 - François Gérard -

Avec une rapidité inhabituelle, l'empereur autrichien publie une série de décrets. Le 12 mai 1808, le gouvernement de Vienne ordonne la levée de bataillons de réserve pour les régiments d'infanterie de ligne. Le 9 juin, il institue la 'Landwehr' c'est à dire la création d'une milice nationale à large recrutement, destinée à s'exercer au maniement des armes.

Nonobstant, l'ambassadeur autrichien en poste à Paris, Klemens Wenzel von Metternich, déconseille fortement de déclencher une guerre avec la France, qu'il qualifie de folie et ne voit de salut que dans une alliance avec la Russie.<sup>[30]</sup>

## Été 1808

### L'attitude équivoque de l'Autriche

En mai et juin 1808, de Bayonne, Napoléon demande des explications et des informations à son ambassadeur à Vienne, le GD Antoine-François Andréossi, et à son ministre plénipotentiaire envoyé auprès du roi de Bavière, Louis-Guillaume Otto, car il s'inquiète des réformes militaires conçues par le cabinet viennois, qui augmentent considérablement les effectifs et l'armement de l'armée autrichienne, révélant ainsi des desseins alarmants.<sup>[31]</sup> Le 1<sup>er</sup> juillet, il demande au Major Général, Louis-Alexandre Berthier, d'écrire au Maréchal Louis-Nicolas Davout, chargé du 2<sup>e</sup> commandement de la Grande Armée à Varsovie, et à Pierre-Antoine-Noël-Bruno Daru, Intendant Général à Berlin, d'envoyer des agents en Bohême pour connaître les mouvements réels des troupes autrichiennes.<sup>[32]</sup>

[29] Mémorandum de Stadion des 13 et 15 avril 1808 pour le Kaiser. (Haus-, Hof- und Staatsarchiv de Vienne).

[30] Mémorandum de Metternich à Stadion – Paris, 1<sup>er</sup> juillet et 2 août 1808. (Mémoires de Metternich – Tome II – 1886 – p. 180-186 et p. 190-193).

[31] Napoléon à Champagny – Bayonne, 28 mai et 25 juin 1808. (Correspondance de Napoléon n° 14003 et 14128 – Tome XVII – 1865 – p. 216-217 et p. 329-330).

[32] Napoléon à Berthier – Bayonne, 1<sup>er</sup> juillet 1808. (Correspondance de Napoléon n° 14147 – Tome XVII – 1865 – p. 343).

Le 15 août 1808, lors d'une audience officielle donnée au corps diplomatique à Saint-Cloud, réunissant les ambassadeurs et les ministres étrangers, Napoléon interpelle courtoisement, mais en termes très nets, l'ambassadeur autrichien, Metternich. Il argumente avec précision sur les immenses préparatifs de l'Autriche, les armements précipités, les mouvements de troupes et les proclamations vindicatives à la population. Le diplomate proteste habilement en arguant des intentions pacifiques et purement défensives de son pays, soutient que son gouvernement reste dans son droit et ne menace personne en réorganisant son armée. Au cours de cette conversation de plus d'une heure, Napoléon demande que la cour de Vienne revienne sur ses mesures militaires et il la met en garde sur son imprudence à vouloir rompre la paix de Pressburg et déclencher une guerre qui se heurterait à l'alliance franco-russe et qui l'exclurait de toutes les négociations sur l'état de l'Europe. <sup>[33]</sup>

Le 25 août 1808, reçu en audience par Napoléon, Metternich déclare qu'avant le 1<sup>er</sup> septembre, tout serait remis sur le pied antérieur, que les troupes autrichiennes rassemblées à Cracovie, près de la frontière de Silésie, seraient dispersées, et que les réserves et la milice, mobilisées pour s'exercer et s'instruire, rentreraient dans leurs foyers. Il assure que le Kaiser ne ferait pas de difficultés pour reconnaître Joseph Bonaparte, roi d'Espagne, et Joachim Murat, roi de Naples. <sup>[34]</sup>

Toutefois, Napoléon n'est pas dupe des promesses de l'Autriche. Le 29 août, il écrit à son frère Louis, roi de Hollande, qu'il est de son devoir de supposer que la guerre générale aura lieu au printemps 1809. <sup>[35]</sup> Le 7 septembre, il écrit à son frère Jérôme, roi de Westphalie, qu'il est certain des sentiments de la Russie, alors que le langage pacifiste de l'Autriche est démenti par ses armements. <sup>[36]</sup>

### L'ulcère ibérique

Malgré la victoire du Maréchal Jean-Baptiste Bessières à Medina de Rioseco le 14 juillet 1808, l'optimisme de Napoléon concernant les affaires d'Espagne est bientôt anéanti par une défaite lourde de conséquence subie le 19 juillet 1808 par le GD Pierre Dupont de l'Étang à Bailén, en Andalousie. <sup>[37]</sup> La capitulation qui s'ensuit constitue une horrible catastrophe, une honte et une humiliation pour l'armée napoléonienne, mettant à mal les affaires d'Espagne. Ce funeste revers provoque la fuite de Joseph de Madrid le 1<sup>er</sup> août, dix jours après son arrivée dans la capitale, et contraint les armées françaises à se retirer derrière l'Ebro (Èbre). Il est amplifié par la défaite du GD Junot à Vimeiro le 21 août 1808 contre la force expéditionnaire britannique envoyée au Portugal, suivie par la signature de la convention de Cintra (Sintra) le 30 août, qui met fin à la première invasion française du Portugal. <sup>[38]</sup>

---

[33] Extrait d'une dépêche de M. Champagny au Général Andréossy, ambassadeur à Vienne – Paris, 16 août 1808. (Correspondance de Napoléon n° 14254 – Tome XVII – 1865 – p. 439-443).

Mémoire de Metternich à Stadion – Paris, 17 août 1808. (Mémoires de Metternich – Tome II – 1886 – p. 194-199).

[34] Champagny à Andréossy – Paris, 26 août 1808 – Archives des Affaires étrangères à Vienne / 381. (Albert Vandal – Napoléon et Alexandre – Tome I – 1893 – p. 397 et note n° 2).

Mémoire de Metternich à Stadion – Paris, 26 août 1808. (Mémoires de Metternich – Tome II – 1886 – p. 207-214).

[35] Napoléon à Louis, roi de Hollande – Saint-Cloud, 29 août 1808. (Léon Lecestre – Lettres inédites de Napoléon I<sup>er</sup> (An VIII-1815) – Tome I (An VIII-1809) – 1897 – n° 343 p. 237).

[36] Napoléon à Jérôme, roi de Westphalie – Saint-Cloud, 7 septembre 1808. (Correspondance de Napoléon n° 14302 – Tome XVII – 1865 – p. 494-496).

[37] Alexandre-Jehan-Henry de Clercq (Ministère des Affaires étrangères) – Recueil des traités de la France... (1803-1815) – 1864 – Tome II – p. 266-269.

[38] Christian-Guillaume de Koch et Frédéric Schoell – Histoire abrégée des traités de paix, entre les puissances de l'Europe, depuis la paix de Westphalie – 1817 – Tome IX – p. 187-190.



**La capitulation de Bailén, 19 juillet 1808**

- Maurice Orange -

De par son caractère symbolique, la capitulation de Bailén en Espagne, plus que la convention de Cintra au Portugal, retentit comme un coup de tonnerre à travers toute l'Espagne et dans toute l'Europe. Napoléon redoute que les cours européennes y voient la preuve que l'armée napoléonienne n'est pas invincible et qu'elles considèrent l'insurrection du peuple espagnol comme un exemple à suivre et un encouragement pour tous les ennemis de la France.

Le 5 août 1808, pour réparer le dommage consécutif à ce désastre militaire et rétablir son prestige, Napoléon décide de transférer en Espagne par des marches forcées une bonne partie de la *Grande Armée* encore implantée en Allemagne.<sup>[39]</sup> Le 7 septembre 1808, il signe le décret qui sert de base à la composition de l'*Armée d'Espagne*, forte de six corps, dont trois retirés d'Europe centrale (I<sup>er</sup>, V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> Corps).<sup>[40]</sup>

Néanmoins, avant de se lancer personnellement dans une campagne en péninsule ibérique, Napoléon doit s'assurer de la situation en Europe centrale. Pour l'heure, la Prusse est muselée par la présence sur son sol de troupes françaises depuis le traité de Tilsit en juillet 1807, mais l'Autriche a des velléités belliqueuses puisque de nombreux rapports indiquent qu'elle réarme. Napoléon sait qu'il lui faut retarder, au moins de quelques mois, une éventuelle intervention militaire autrichienne pendant qu'il sera occupé en Espagne avec une bonne partie de la *Grande Armée*, et il veut pouvoir compter sur l'appui de la Russie. Il ne met pas en doute la sincérité du Tsar, ou tout au moins sa volonté à honorer sa parole en respectant les accords conclus, mais il craint qu'Alexandre ne retombe sous l'influence de son entourage et de l'hostilité persistante de l'aristocratie russe à l'alliance française.

[39] Napoléon à Clarke – Rochefort, 5 août 1808. (*Correspondance de Napoléon n° 14244 – Tome XVII – 1865 – p. 428-429*).

[40] Décret – Saint-Cloud, 17 août 1808 et Paris, 7 septembre 1808. (*Correspondance de Napoléon n° 14256 et 14300 – Tome XVII – 1865 – p. 443-448 et p. 491-493*).

## Automne 1808

### L'entrevue d'Erfurt

Entre-temps, Napoléon apprend par son ambassadeur à Vienne, le GD Andréossy, que l'Autriche refuse toujours de reconnaître les rois d'Espagne et de Naples, poursuit ses armements et entretient d'étroites relations diplomatiques avec le Royaume-Uni, montrant les promesses illusoires du gouvernement autrichien.

Craignant que la cour de Vienne cherche à se rapprocher de la Russie, il veut s'assurer que le Tsar maintiendra son alliance avec la France. En août 1808, Napoléon informe Alexandre qu'il va procéder à l'évacuation de la Silésie, présentant ce geste comme une concession pour lui être agréable, mais le Tsar n'est pas dupe et comprend qu'il s'agit en fait d'une décision contrainte par le besoin de troupes pour soumettre l'Espagne, autrement dit une des conséquences de la capitulation de Bailén.

Le 27 septembre 1808, Napoléon et Alexandre se rencontrent à Erfurt, en Saxe. Les discussions entre les deux empereurs, bien que cordiales, s'avèrent difficiles. Alexandre désire éviter une guerre franco-autrichienne car une défaite de l'Autriche entraînerait la destruction de la monarchie des Habsbourg et permettrait à la France de prendre position sur la frontière occidentale de la Russie et d'établir sa domination en Illyrie, aux portes de l'Empire ottoman. Mais, malgré les arguments avancés avec insistance par Napoléon, il refuse toute démarche comminatoire contre l'Autriche, estimant que des conseils amicaux et rassurants la retiendront mieux que des menaces. Le Tsar prétend qu'elle a le droit de prendre les mesures militaires qui lui paraissent utiles et de suivre la politique qui lui paraît conforme à ses intérêts. Dans son for intérieur, Alexandre pense que le péril ne vient pas du cabinet de Vienne mais des visées expansionnistes de Napoléon. Il entend donc ménager l'Autriche et juge indispensable qu'elle demeure suffisamment armée pour décourager la France de toute agression. La Russie doit se tenir dans une stricte impartialité, sans favoriser aucune des deux nations, pour maintenir la paix. Alexandre penche pour un système d'équilibre des forces entre son pays, la France et l'Autriche, de sorte que la Russie puisse poursuivre ses opérations en Europe du Nord et en Orient. En conséquence, revenant sur une des promesses faites au Tsar, Napoléon annonce qu'il conservera finalement en Prusse les garnisons des trois places de l'Oder (Glogau, Stettin et Küstrin), qui lui permettent de tenir la route stratégique de la Moravie et de tomber sur Vienne, se gardant ainsi contre une éventuelle attaque de l'Autriche.

Après huit jours de discussions relativement stériles, et décevantes pour Napoléon, les ministres des Relations extérieures français et russe, Jean-Baptiste Nompère de Champagny <sup>[41]</sup> et Nikolai-Petrovitch Roumiantsev, sont chargés de la rédaction des articles de la convention censée rester secrète. Elle est signée le 12 octobre 1808, renouvelant une alliance a minima entre les deux empereurs. <sup>[42]</sup> Alexandre promet de faire cause commune avec la France si l'Autriche lui déclare la guerre, tandis que Napoléon promet de faire cause commune avec la Russie si l'Autriche soutient l'Empire ottoman. Le préambule prévoit une procédure pour reprendre les négociations avec le Royaume-Uni, qualifié d'ennemi commun, pour négocier un traité de paix sur la base de *uti possidetis*. <sup>[43]</sup>

---

[41] Le 8 août 1807, Champagny est nommé ministre des Affaires étrangères, en remplacement de l'ancien titulaire du poste, Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, qui est aussi du voyage à Erfurt car Napoléon requiert ses lumières pour le conseiller et préparer son travail. Dans l'ombre des négociations, le prince de Bénévent va mener un double jeu, au détriment des desseins de Napoléon.

[42] Alexandre-Jehan-Henry de Clercq (Ministère des Affaires étrangères) – Recueil des traités de la France... (1803-1815) – 1864 – Tome II – p. 284-286.

[43] *uti possidetis* : locution latine qui signifie " Comme vous possédez ". C'est un principe provenant du droit romain qui entérine les possessions territoriales et l'intangibilité des frontières au moment du règlement d'un conflit entre nations, nonobstant les conditions des traités antérieurs.



**Napoléon et Alexandre en promenade à cheval à Erfurt (27 septembre - 14 octobre 1808)**  
- Felician Myrbach -

Sans que ce soit notifié dans la convention, Napoléon accède en partie à la demande du Tsar d'évacuer le grand-duché de Varsovie. Par le décret impérial d'Erfurt du 12 octobre 1808, il dissout la *Grande Armée* et fixe l'organisation de l'*Armée du Rhin*, avec deux corps d'armée sous le commandement du Maréchal Davout : la ville de Varsovie est évacuée et les troupes françaises sont ramenées à l'ouest de l'Elbe, tenant garnison dans les places fortes de Magdebourg (Magdeburg), Hanovre (Hannover), Halle, Halberstadt, et conservant celles sur l'Oder à Stettin (Szczecin), Küstrin (Kostryń nad Odrą), Glogau (Głogów) et Stralsund, ainsi que celle de Dantzig (Gdańsk) sur la Vistule. <sup>[44]</sup>

Le 12 octobre 1808, jour de la signature de la convention d'Erfurt, les deux empereurs adressent une lettre à George III, roi d'Angleterre, l'invitant à la paix. <sup>[45]</sup>

Le 14 octobre, Napoléon écrit à Alexandre pour lui signifier qu'il a diminué de 20 millions - sur 140 millions de francs - la contribution due par la Prusse, désirant lui donner une preuve convaincante de son amitié. Le souverain russe y répond en concédant qu'il ne fera aucune objection sur le sort du Hanovre, du royaume d'Étrurie et des autres états d'Italie. <sup>[46]</sup>

Bien que décevante pour Napoléon, l'alliance renouvelée en partie avec la Russie à Erfurt le 12 octobre 1808 prévient momentanément tout risque d'une nouvelle coalition contre la France et rend moins dangereuse l'hostilité grandissante de l'Autriche. Elle lui permet de gagner assez de temps, jusqu'à l'été prochain espère-t-il, pour bientôt s'engager personnellement en Espagne à la tête de son armée et y écraser l'insurrection, avant de ramener suffisamment de troupes sur le Danube, dans l'hypothèse où l'Autriche oserait tenter de déclencher la guerre contre la France.

[44] Décret – Erfurt, 12 octobre 1808. (Correspondance de Napoléon n° 14376 – Tome XVII – 1865 – p. 549-554).

[45] Napoléon et Alexandre à Georges III, Roi d'Angleterre – Erfurt, 12 octobre 1808. (Correspondance de Napoléon n° 14373 – Tome XVII – 1865 – p. 547-548).

[46] Napoléon à Alexandre, Empereur de Russie – Erfurt, 14 octobre 1808. (Correspondance de Napoléon n° 14379 – Tome XVII – 1865 – p. 556).

Le 14 octobre 1808, les deux empereurs quittent Erfurt.

Ce même jour, Napoléon décide d'expédier une lettre détaillée et conciliante au Kaiser Franz I (François I<sup>er</sup> d'Autriche), probablement en espérant qu'elle serait suffisante pour contenir l'Autriche et lui donner le temps de soumettre l'Espagne. Il y engage l'empereur autrichien à respecter le traité de Pressburg, signé le 26 décembre 1805, et lui conseille de ne pas suivre la faction belliqueuse à Vienne qui précipite son cabinet dans des mesures violentes. Il y affirme vouloir garantir l'intégrité et l'existence de la monarchie autrichienne et ne désirer que la tranquillité et la sûreté de l'Europe. <sup>[47]</sup> En outre, pour lui montrer sa bonne volonté, il ajoute qu'il va écrire aux princes de la *Confédération du Rhin* pour les inviter à lever leurs camps et à remettre leurs troupes dans leurs quartiers. <sup>[48]</sup>

Envoyé comme observateur à Erfurt par le Kaiser Franz, le FML Nikolaus-Karl von Vincent, instruit le cabinet de Vienne de son audience avec le Tsar, dont le discours contribue à fortifier l'Autriche dans ses dispositions belliqueuses, en lui permettant de croire que la Russie ne se laisserait jamais entraîner à une action sérieuse contre elle. Pendant les semaines qui suivent l'entrevue d'Erfurt, l'Autriche poursuit ses armements avec plus de vigueur.

Le 11 octobre 1808, le ministre des Relations extérieures autrichien, Johann-Philipp-Karl-Joseph von Stadion, adresse au Royaume-Uni des demandes de subsides, qui seront rejetées, pour les préparatifs d'avant-guerre et pour soutenir le budget de l'Autriche, dont l'état pitoyable ne permettrait pas de maintenir l'armée dans l'état actuel au-delà du printemps prochain, comme le stipule le ministre des Finances, Joseph O'Donnell von Tyrconnell.



**Napoléon recevant le baron von Vincent, envoyé autrichien à Erfurt (28 septembre 1808)**

- Nicolas-Louis-François Gosse -

[47] Napoléon à François I<sup>er</sup>, Empereur d'Autriche – Erfurt, 14 octobre 1808. (Correspondance de Napoléon n° 14380 – Tome XVII – 1865 – p. 557-558).

[48] Lettre aux princes de la Confédération – Erfurt, 12 au 14 octobre 1808. (Correspondance de Napoléon n° 14382 – Tome XVII – 1865 – p. 559).

Les 8 et 11 octobre 1808, après une conférence secrète à Vienne avec Stadion, Ernst-Christian-Georg-August von Hardenberg, l'ancien envoyé de l'électeur de Hanovre, rend compte à Ernst-Friedric-Herbert von Münster, ministre des affaires du Hanovre à Londres, que le cabinet autrichien repousserait toutes propositions et toutes combinaisons dirigées contre la puissance britannique. Il l'informe aussi que la cour de Vienne est persuadée qu'une nouvelle guerre contre Napoléon est inévitable et prochaine, avec l'intention préméditée de saisir le premier prétexte pour profiter des circonstances favorables du moment et la commencer. Dans cette perspective, l'Autriche cherche un rapprochement avec le Royaume-Uni et une aide financière. <sup>[49]</sup>

Le 12 novembre 1808, l'ambassadeur autrichien à Paris, Metternich, arrive à Vienne car il est convoqué pour prendre part aux conférences sur la future attitude politique de son pays. Le 4 décembre, s'appuyant sur les informations de Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord concernant les résultats de l'entrevue d'Erfurt, il rédige deux longs mémorandums, où ses analyses ont considérablement changé. Il y conclut implicitement à la guerre, en se fondant sur deux raisons : le changement des dispositions du Tsar Alexandre à l'égard de l'Autriche, tel que certifié par Talleyrand, et l'insuffisance ou la parité des forces que Napoléon pourrait opposer à l'armée autrichienne puisqu'une partie de la *Grande Armée* est mobilisée en Espagne. <sup>[50]</sup>

Pour Metternich, dans la situation où se trouve alors l'Autriche, il ne fait aucun doute que la guerre est inévitable car elle est une condition absolue d'existence pour l'empire autrichien. Mais ce qui importe le plus, c'est le choix du moment opportun pour commencer la guerre et le plan à suivre dans la campagne future. <sup>[51]</sup>

Le 10 décembre 1808, utilisant habilement les arguments en faveur de la guerre du mémorandum de Metternich, le ministre Stadion résume les avantages d'une guerre offensive autrichienne. <sup>[52]</sup> Dans les jours qui suivent, le Kaiser Franz, qui ne voulait pas de conflit avec la France, se rallie sans réserve à ce point de vue, cédant aux pressions soutenues de son ministre et des partisans de la guerre.

En admettant que les mesures prises par le cabinet de Vienne avaient un caractère défensif au début, elles ne peuvent maintenant aboutir qu'à une action offensive. En effet, ses armements disproportionnés par rapport à ses capacités financières ayant vidé le Trésor, l'Autriche ne peut subvenir trop longtemps encore à l'entretien de ses troupes et doit choisir d'entrer en guerre ou de désarmer. Plutôt que de se résigner et de consacrer sa déchéance, la Maison des Habsbourg n'a pas d'autre choix que d'utiliser les moyens militaires qu'elle a rassemblés, de chercher une revanche et de courir le risque de l'aventure guerrière. C'est l'option qu'a toujours soutenue le ministre des Relations extérieures Stadion qui est parvenu laborieusement à convaincre le Kaiser Franz.

Toutefois, lorsque Metternich retourne à Paris le 1<sup>er</sup> janvier 1809, Stadion lui recommande de donner le change sur les véritables intentions de l'Autriche et de réitérer les assurances pacifiques de la cour de Vienne à l'égard de la France, en attendant que soient réunis tous les moyens militaires nécessaires : le déclenchement de la guerre est prévu pour la fin mars 1809.

---

[49] Hardenberg à Münster, Vienne, 8 et 11 octobre 1808. (Paul Hassel – *Geschichte der Preussischen Politik 1807 bis 1805 – Theil I. (1807-1808) – 1881 – n° 240 p. 537-538 et n° 241 p. 538-539*).

[50] Deux mémorandums de Metternich – Paris, 4 décembre 1808. (*Mémoires de Metternich – Tome II – 1886 – n° 127 p. 240-250 et n° 128 p. 250-257*).

[51] *Mémoires du prince de Metternich, chancelier de Cour et d'État. Publiés par son fils, le prince Richard de Metternich – Volume II – 1880 – Chapitre IV : Metternich ambassadeur d'Autriche à la cour de Napoléon (1806 – 1809)*.

[52] Mémorandum de Stadion du 10 décembre 1808. (*Haus-, Hof- und Staatsarchiv de Vienne*).

## *Napoléon en Espagne*

Après l'entrevue à Erfurt avec le Tsar Alexandre I<sup>er</sup>, où il pense s'être assuré de l'appui de la Russie, Napoléon est de retour à Paris le 18 octobre 1808. Dès le lendemain, il se remet au travail pour préparer sa campagne en Espagne. Après la capitulation du GD Dupont de l'Étang à Bailén en Andalousie et la convention de Cintra signé par le GD Junot au Portugal, il est résolu à intervenir en personne dans la péninsule ibérique afin de rétablir la situation stratégique de son armée, restaurer le prestige de la France et calmer les velléités belliqueuses de la Prusse et surtout celles de l'Autriche. Dès le 7 septembre 1808, Napoléon a signé le décret qui sert de base à la composition de l'*Armée d'Espagne*, forte de six corps et d'une réserve.

Le 29 octobre 1808, Napoléon quitte Paris, puis fait étape à Bayonne et Tolosa et parvient à Vitoria le 6 novembre pour y prendre officiellement le commandement de l'*Armée d'Espagne*. Les victoires des maréchaux sur les troupes espagnoles se succèdent : Jean-de-Dieu Soult et Jean-Baptiste Bessières à Gamonal le 10 novembre, Claude-Victor Perrin à Espinosa de los Monteros le 11 et Jean Lannes à Tudela le 21. Après avoir forcé le passage au col de Somosierra le 30, Napoléon s'empare de Madrid le 4 décembre. La domination française est rétablie sur les régions centrales et septentrionales de l'Espagne. Il lance alors une partie de son armée vers le nord-ouest de l'Espagne à la poursuite du corps expéditionnaire britannique en retraite, commandé par le LG John Moore, qui atteint péniblement le port de La Corogne (La Coruña), en Galice, le 11 janvier 1809. Attaquées par les forces sous le Maréchal Soult le 16 janvier, les troupes ennemies parviennent néanmoins à embarquer pour l'Angleterre.



***La bataille de La Corogne (16 janvier 1809)***  
- Litographie de Cholet, d'après un tableau de Bellangé -

## Hiver 1808

### L'Autriche veut la guerre

Entre-temps, le 1<sup>er</sup> janvier 1809, Napoléon a reçu des dépêches alarmantes sur l'Autriche, dont les réarmements importants font craindre une guerre imminente, et sur les intrigues politiques parisiennes, qui se trament en son absence. Il décide de rentrer à Paris et remet au Maréchal Jean-de-Dieu Soult le commandement des forces françaises à la poursuite de l'armée britannique en retraite. Le 17 janvier 1809, Napoléon quitte Valladolid et, voyageant comme l'éclair, il arrive à Paris le 23 janvier, désormais certain que l'Autriche attaquerait au printemps. Il ne reviendra jamais en Espagne.

Malgré les efforts de Napoléon pour améliorer ses relations avec l'Autriche et écarter les causes de rupture, la cour de Vienne n'a rien abandonné de ses préjugés et de ses haines. Ne se résignant pas à admettre sa défaite subie à Austerlitz et le traité de Pressburg signé le 26 décembre 1805, elle se prépare à la guerre, qu'elle estime inévitable.

Dans les derniers mois de 1808, l'Autriche bascule progressivement en faveur de la guerre. Les facteurs politiques, militaires et financiers ne laissent aucune alternative que la confrontation armée avec la France, dont le ministre autrichien des Relations extérieures Stadion avance l'échéance au 1<sup>er</sup> mars 1809. <sup>[53]</sup>

En raison des ingérences de Napoléon en Espagne, des revers de l'armée française dans la péninsule ibérique et de l'évaluation des capacités militaires de la France par rapport à celles de l'Autriche, la Maison des Habsbourg estime que le moment est venu de saisir cette opportunité fugace, mais irrésistible, pour contester la domination de l'empereur français en Europe centrale et en Italie. Par des manœuvres habiles à la cour de Vienne, Stadion est parvenu à obtenir progressivement le passage d'une stratégie militaire défensive à une stratégie offensive. Fin décembre 1808, l'Empire des Habsbourg est donc fermement engagé sur le chemin d'une nouvelle guerre contre la France.

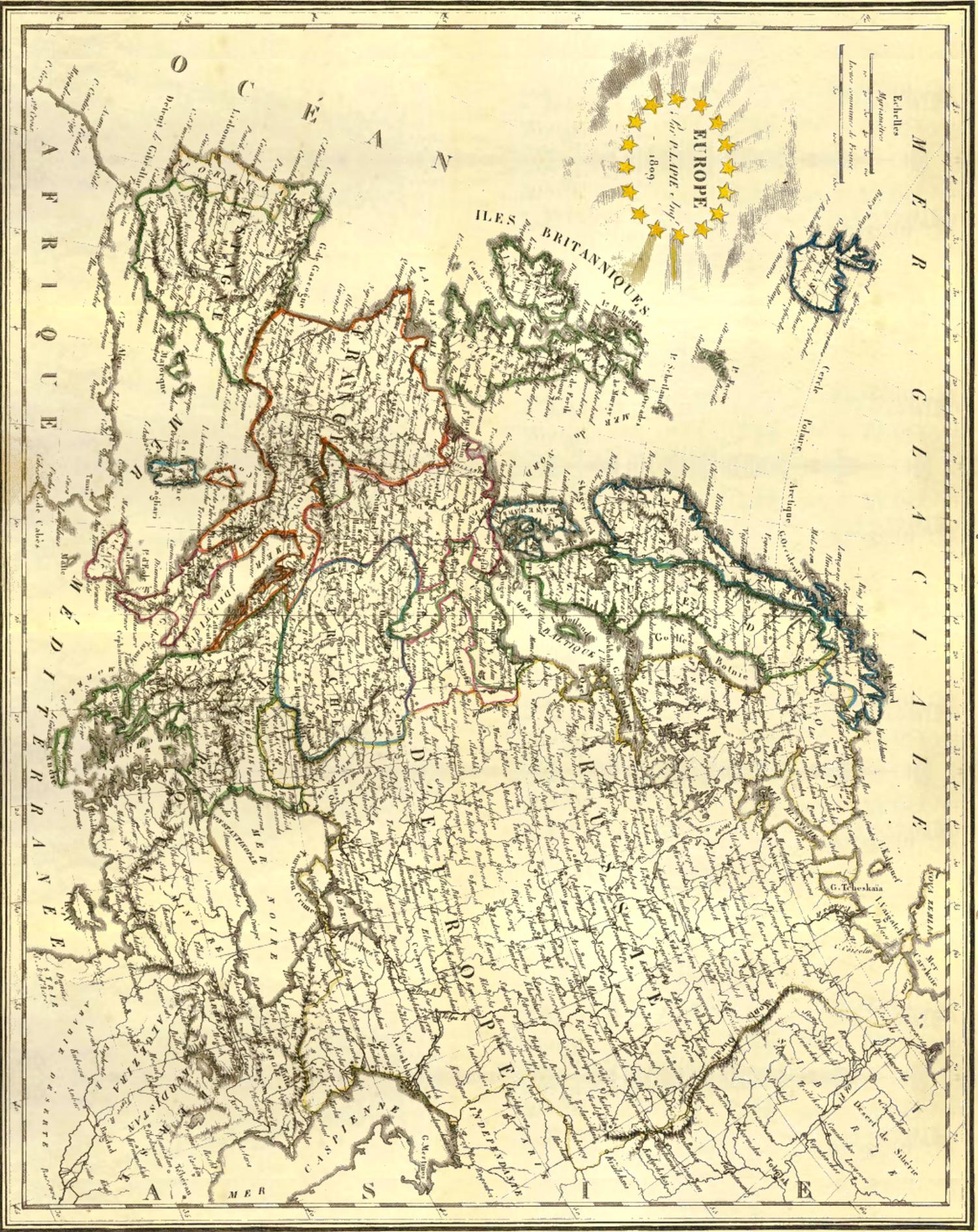


---

[53] *Mémoire de Stadion du 10 décembre 1808. (Haus-, Hof- und Staatsarchiv de Vienne).*

## **BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE**

- Angeli M. E. (von) - Erzherzog Carl von österreich als Feldherr und Heeresorganisator - IV. Band - Erzherzog Carl im Kriege von 1809 - 1897
- Arnold J. R. - Crisis on the Danube - 2009
- Bertrand P. - Lettres inédites de Talleyrand à Napoléon (1800-1809) - 1889
- Binder von Krieglstein E. - Regensburg 1809 - 1902
- Blin A. - Iéna Octobre 1806 - 1998
- Bowden S. et Tarbox C. - Armies on the Danube / 1809 - 1980
- Carmigniani J. C. et Boué G. - Napoleon and Italy - 2016
- Clercq A. J. H. (de) - Recueil des traités de la France... (1713-1802) - Tome I - 1880
- Clercq A. J. H. (de) - Recueil des traités de la France... (1803-1815) - Tome II - 1864
- Correspondance de Napoléon - Tome XIII à XIX - 1863 à 1866
- Driault É. - Napoléon et l'Europe : Tilsit - 1917
- Gates D. - The spanish ulcer - 1986
- Gill J. H. - 1809 Thunder on the Danube - Tome I : Abensberg - 2008
- Gill J. H. - With Eagles to glory - Napoleon and his german allies in the 1809 campaign - 1992
- Gloire et Empire (revue) - n° 13, 14, 19, 29
- Grandmaison G. (de) - L'Espagne et Napoléon (1804-1809) - 1908
- Hassel P. - Geschichte der Preussischen Politik 1807 bis 1805 - Theil I. (1807-1808) - 1881
- Haus-, Hof- und Staatsarchiv de Vienne
- Koch C. G. (de) et Schoell F. - Histoire abrégée des traités de paix, entre les puissances de l'Europe, depuis la paix de Westphalie - Tome IX - 1817
- Lecestre L. - Lettres inédites de Napoléon I<sup>er</sup> (An VIII-1815) - Tome I (An VIII-1809) - 1897
- Lefèbvre A. - Histoire des cabinets de l'Europe (1806-1808) - Tome III - 1867
- Lefèbvre G. - Napoléon - 1969
- Lipscombe N. - The peninsular war atlas - 2014
- Lorraine Petre F. - Napoleon and the Archduke Charles - réédition 2010
- Madelin L. - Histoire du Consulat et de l'Empire - Tome I à IV - 2003
- Martens G. F. (von) - Recueil des traités et conventions conclus par la Russie avec les puissances étrangères - Tome VI (Traité avec l'Allemagne 1762 - 1808) - 1883
- Mayerhoffer von Vedropolje E. - Krieg 1809. - I. Band : Regensburg - 1907
- Mémorial du dépôt de la guerre - Histoire des campagnes de l'Empereur Napoléon dans la Bavière et l'Autriche en 1809 - Tome VIII - 1843
- Metternich K. W. (von) - Mémoires de Metternich - Tome II - 1886
- Metternich K. W. (von) - Mémoires du prince de Metternich, chancelier de Cour et d'État. publiés par son fils, le prince Richard de Metternich - Volume II - 1880
- Naulet F. - Iéna et Auerstedt (14 octobre 1806) - 2019
- Naulet F. - Eylau (8 février 1807) - 2007
- Naulet F. - Friedland (14 juin 1807) - 2007
- Pelet-Clozeau J. J. G. - Mémoires sur la guerre de 1809 en Allemagne - Tome I - 1824
- Pigeard A. - L'Allemagne de Napoléon : La Confédération du Rhin (1806-1813) - 2013
- Robertson I. - An atlas of the peninsular war - 2010
- Saski C. - Campagne de 1809 en Allemagne et en Autriche - Tome I et II - réédition 2008
- Sorel A. - L'Europe et la Révolution française : 7<sup>e</sup> partie (1806-1812) - 1904
- Tatishchev S. - Alexandre I<sup>er</sup> et Napoléon, d'après leur correspondance inédite (1801-1812) - 1891
- Tranié J. et Carmigniani J. C. - Napoléon : La campagne d'Espagne (1807-1814) - 1998
- Tulard J. et Garros L. - Itinéraire de Napoléon au jour le jour (1769-1821) - 1992
- Vandal A. - Napoléon et Alexandre I<sup>er</sup> : De Tilsit à Erfurt - Tome I - 1893



Travail pour l'Institut National de France

Carte par G. Bouché